L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat et de la Ville,
PUBLIÉ EN LANGUE FRANÇAISE PAR JEROME BAYON.

LA NOUVELLE-ORLEANS :
VENDREDI MATIN, 11 DECEMBRE 1835.

Nous appelons l'attention du public en général sur la vente qui doit avoir lieu aujourd'hui à la bourse de Hewlett de 20 *superbes lots de Terre*, par Messieurs Tricou, Domingon et Canonge—La situation avantageuse de ces terrains dans le voisinage de la presse d'en bas et à proximité du port, les améliorations considérables qui se font journellement dans ce quartier, et l'empressement du jour assurent aux spéculateurs un placement certain de leurs fonds.

Hier soir, le bateau de remorque *Shark* a apporté le sac-cage de la barque *Spermaceti* de Liverpool, il a été dirigé envoyé à la poste, mais il ne nous a pas été possible de rien obtenir, malgré toutes les peines que nous nous soyons données. Nous apprenons seulement qu'elle a apporté des lettres et journaux jusqu'au 25 octobre.

Nous avons appris en outre par un passager, que le marché de coton était très actif; l'approvisionnement en main était considérable, mais il se faisait peu de ventes. Ces deux circonstances ne tendaient elles pas à supposer qu'il n'y que nous ayons une guerre avec la France, il serait plus à propos de prendre que tout annonce des dispositions pacifiques entre les deux gouvernements: car si la guerre était présumée, l'Angleterre qui est à l'affût de tout, s'empresserait d'accaparer tous les cotons qui se trouvent maintenant sur son marché.

S'il faut ajouter aux rapports qui sont faits et aux bruits qui courent, il paraîtrait que notre place est dans un état très agité. Nous avons ouï dire que quelques fortes spéculations s'étaient faites principalement dans les articles de vie; en dire la cause c'est ce que nous ne pouvons faire. Les uns prétendent que ce sont des avant-coureurs d'une guerre, les autres que ce ne sont que de simples spéculations commerciales.

PERTE DE BATEAUX A VAPEUR

Le bateau à vapeur Tuscarora arrivé hier soir en notre port nous apporte la nouvelle de la perte de deux autres bateaux. Le "Walk in the water" qui brûla à Natchez, chargé de 1[illegible] balles de coton, et venant à la Nouvelle-Orléans. Un nègre du bord périt dans les flammes: ce fut le seul accident. L'autre bateau est le "Benjamin Franklin" qui, dans une rencontre qu'il fit avec le Henry Shawnouth, à la hauteur du Yellow Banks, Kentucky) coula à pic et disparut entièrement. Toute la cargaison fut perdue, et ce qu'il y a de plus malheureux, d'après ce que nous apprenons par le journal (log book) du Tuscarora, c'est qu'au moins 28 personnes à bord, passagers et autres, se noyèrent par suite de ce déplorable événement. Le Lady Franklin était parti d'ici pour Louisville avec un chargement complet.

ROMANCE DE FAMILLE.—Nous croyons devoir rappeler aux habitués de cette ville que c'est aujourd'hui qu'a lieu au Théâtre d'Orléans la première représentation de la reprise de ROBERT LE DIABLE. Nous savons d'une manière positive que nombre de répétitions ont été faites, ce que, selon toutes les vraisemblances, offrira cette pièce jouée avec un ensemble admirable. Nous avons également appris que Mde. Zimmer avait consenti à prêter l'assistance de son talent à cette représentation. Toutes ces raisons nous font présumer qu'une foule nombreuse s'empressera d'aller revoir le plus beau ouvrage du siècle.

Nous avons appris (dit l'*Union* de hier au soir) par un passager sur le bateau à vapeur *Caspian*, venant des Natchitoches, que la force des Texiens avait en quelque sorte forcé les troupes du général Cos, et que ce n'est que par la famine qu'ils parviendront à soumettre les Texiens. Le manque de canons paraît être un sujet de plaintes pour les volontaires.

Nouvelles récentes d'Espagne.

Par l'arrivée dans ce port du brick Rolla, nous avons obtenu de l'obligeance d'un négociant respectable de cette ville, *El Noticioso y Lucero* de la Havane du 28 novembre, dans lequel nous puisons les nouvelles suivantes d'Espagne, apportées par la corvette anglaise Brisas, partie de Londres le 15 Novembre. Comme nous l'avons déjà annoncé c'est Mendizabal qui est au moins des affaires en Espagne. Abrès avoir été renvoyé au dernier moment, seulement pour des modifications de détail, ce fut honneur à ce général. Les dépêches télégraphiques confirment des nouvelles très satisfaisantes du théâtre de la guerre. Le gouverneur de Vic a mis en déroute près de Ons, les bandes carlistes commandées par Guergue; et a fait prisonnier O'Donnel son lieutenant, le 7; le prétendant se croyait à Estella avec le gros de ses troupes: le général Cordova était à Lerin à la tête de douze mille hommes d'excellentes troupes de guerre; le reste de son expédition, se trouvait à Calaborré. L'esprit public y manifeste considérablement dans les provinces, et l'on augure bien de la sage et prudente administration de Mendizabal.

Sous la date de Zumalacarregui 1er. Octobre, nous voyons qu'une dépêche officielle du colonel Nuñez, datée Surrega 28 Septembre, donne le 30 octobre et les noms des prisonniers faits par la citadelle de Guimera, et qui ont été fusillés pour satisfaire à la vengeance du peuple.

Officiers: Don Ramon Rosset, commandant et chef; D. Luis Roca, de Borda; Ramon Rorita, de Seplugarda; José Casas de Cuitadille; Pedro Balke, de Alcover; et trois autres officiers. Soixante-huit soldats ont été fusillés en même temps que leurs officiers.

Aussitôt que le commandant général eut appris que les bandes de factieux de la Navarre avaient pénétré à Prats de Llusanes, il donna de suite que leur but était de se porter sur Vich et sur Olet: en conséquence il expédia un détachement avec tous les renforts qu'il put rassembler sur le premier point, et donna ordre de faire partir à marches forcées toute la troupe de ligne qui se trouvait à Gerone; sur Olat; de faire mettre en état de défense le vieux fort du Calvaire. Le général Bassa prit aussi l'ordre de se porter avec toutes ses forces dans le voisinage de cette ville. Le commandant général fit remplacer la garnison de Gérone par un bataillon de milice urbaines.

Ses dernières nouvelles étaient que le gros de la faction Catalane s'était présenté dans le voisinage d'Olot, que les rebelles de la Navarre se dirigeaient sur Argelaguer, mais que le gouverneur de Figueras, brigadier D. Manuel de Tena, à la tête d'une forte colonne mobile se portait à la rencontre des Navarrois.

Un fort détachement expédié de Barcelonne, sous le commandement du colonel D. Antonio Aspiroz était parti pour Manresa, en même temps qu'une colonne composée du premier bataillon des gardes urbaines de Barcelone, avec un escadron de lanciers aux ordres du commandant D. Ramon Forcel se dirigeaient à marches forcées sur Manresa.

Huit mille hommes de milices viennent de se former des débris de plusieurs bataillons que signalèrent le patriotisme des Catalans avec organisés.

Les ordres donnés à Barcelone de fermer à la nuit tous les cafés et autres lieux publics.

DERNIÈRES NOUVELLES DE LA GUIRA.

Le brick *Davis*, capitaine Douglas, arrivé à Philadelphie, porte des gazettes de Laguira jusqu'au 31 octobre, jour de son départ. Les rebelles sortis de Puerto Cabello au nombre de 800 hommes, après toutes les plus pompeuses déclarations, revinrent chez d'être mis en déroute par les troupes du gouvernement, aux ordres de Codesi et Morillo. On évalue la perte des insurgés de 60 à [illegible] hommes tués et autant de blessés. Leur général Garrigo a été fait prisonnier. Environ 400 d'entr'eux ont dirigé leur fuite sur Puerto Cabello, mais Codesi et Morillo les poursuivent l'épée dans les reins et en n'attendent chaque jour à apprendre leur destruction totale. Coez, à la tête du principal corps d'armée, est resté dans la plus complette inaction, prétendant surveiller les mouvemens de Monegas qui se trouve à Victoria, avec 400 hommes de plus. Le commerce américain se plaint amèrement de la négligence de son gouvernement qui n'a pas même envoyé dans ces mers un seul bâtiment de guerre pour protéger les [illegible] citoyens américains, tandis que depuis [illegible] une corvette anglaise est mouillée à Laguira, [illegible] depuis 15 jours à la demi ration.

Lycée de la Nouvelle-Orléans.—Nous sommes heureux de pouvoir annoncer que cette institution scientifique [illegible] vient d'établir sur des bases permanentes d'utilité, grâce à l'assistance et aux talens de quelques-uns de nos concitoyens les plus éclairés. Ce lycée fut incorporé par un acte de la Législature de l'année 1833, et pour qu'il atteignit le but proposé il ne faut plus qu'un comité d'après pris parmi les membres, et les fonds nécessaires à son exécution.

Nous apprenons qu'un comité vient d'être nommé dans le but de s'adresser au Conseil de Ville pour se obtenir une appropriation. Une semblable demande sera faite à la législature prochaine, et si ces deux assemblées se montrent libérales, il est à supposer que cette institution sera bientôt pourvue de tout les appareils et de tous les instrumens de physique, de chimie et d'histoire naturelle dont elle a besoin pour ouvrir ses portes d'une manière convenable. Lorsque l'on songe combien la Louisiane est encore arriérée sous le rapport de l'instruction locale, n'est-il pas à présumer que les représentans et nos citoyens se montreront toujours des fonds publics lorsqu'il s'agira comme dans l'occasion actuelle, d'encourager et d'aider un établissement qui ne peut être qu'utile et avantageux à la masse entière de la population.

Hier vers le midi, notre ville a été témoin de la plus [illegible] dont on fait en [illegible] le rassemblement des troupes à Ville. Deux régimens sous le commandement [illegible] sont [illegible] au service de la Confédération, transportant sur un chariot, un baril rempli d'ordures les plus puantes qu'on puisse imaginer. C'était à l'encoignure des rues Royale et Ste. Anne: les deux nègres trouvant sans doute, ainsi qu'ils nous le firent savoir après, le baril trop pesant imaginèrent qu'ils ne pouvaient rien faire de mieux pour alléger leur fardeau, que de vider dans la rigole environ la moitié des immondices qu'ils charroyaient. C'est ce qu'ils firent aussitôt, et grâce à ce seul acte leur imaginative tout le quartier s'est, trouvé empoisonné pendant plus d'une demi-heure. Quant à nous, nous nous sommes sauvé comme si le diable nous emportait, maudissant, les nègres, les ordures et peut-être même les officiers de police qui tolèrent par leur coupable indolence la violation de toutes nos ordonnances.

Coup-d'œil sur la topographie de la Louisiane.

La Louisiane, à l'époque du traité du 30 avril 1803, par lequel la France céda aux Etats-Unis tous ses droits de propriété sur cette province, embrassait un territoire immense dont les limites réelles furent longtemps un objet de discussion entre le gouvernement français et celui d'Espagne. Les premiers établissemens de cette contrée, si l'on consulte les anciens auteurs, eurent lieu à la Mobile d'un côté, et sur la baie de St.-Bernard de l'autre: de là vint que ces mêmes auteurs, particulièrement les Français, s'entendirent tous à fixer la rivière Perdido comme la limite orientale, et Rio Bravo ou del Norte comme la borne à l'Ouest de la province de la Louisiane. On peut s'assurer de la vérité de cette assertion en consultant les anciennes cartes; savoir: l'Atlas général de 1712; l'Atlas britannique, de 1763; la carte de M. d'Anville, de 1715; celles qui se trouvent dans la première édition de Postlewaite, sur le commerce; et enfin la carte de M. De Pratz. On peut s'en assurer encore en s'en rapportant: 1o. à la donation faite à M. de Crozat par le roi de France, dans laquelle les limites de l'Est et de l'Ouest furent définies; 2o. au journal de M. De la Harpe, contemporain de la colonisation de la Louisiane; 3o. à l'ouvrage de M. De Pratz; et 4o. à l'histoire de la Nouvelle-France, par Charlevoix.

Par le traité de St.-Ildefonse néanmoins, l'Espagne paraîtrait n'avoir retrocédé à la France que simplement cette partie du territoire situé à l'Ouest du fleuve Mississipi, y compris l'île de la Nouvelle-Orléans dont les limites seraient le golfe du Mexique, le lac Borgne, les lacs Pontchartrain et Maurepas, la rivière Amite et le bayou Manchac jusqu'à son point de jonction avec le Mississipi.

Quoiqu'il en soit cependant des anciennes bornes de la province de la Louisiane, ainsi que des divers traités conclus, et des lois du Congrès, qui n'ont eu pour objet que de détruire l'intégralité du territoire primitif et le transformer en squelette, si on le compare à ce qu'il était ci-devant, les limites actuelles de notre Etat seraient maintenant le territoire des Arkansas et l'Etat du Mississipi, au nord; l'Etat du Mississipi et le golfe du Mexique, à l'Est; ce même golfe au Sud, et à l'Ouest le Texas, dont il est séparé par la rivière Sabine et par une ligne droite tirée de la source de cette rivière, et allant aboutir à la rivière Rouge. D'après ces dernières limites, la superficie totale de l'Etat de la Louisiane serait de 49,000 milles carrés, sa longueur de 276 milles et sa largeur de 120, termes moyens. C'est de ce petit espace de terre, ou pour mieux dire cette lisière qui borde le Mississipi et quelques-uns des principaux cours d'eau de l'intérieur, tels que la rivière Rouge, le bayou Lafourche, les rivières Tèche, Amite, Plaquemine, Atchafalaya, &c., &c., que sortent ces immenses récoltes de sucre et de coton qui font la principale richesse de la Louisiane, et l'objet de l'envie de presque tous les Etats de la Confédération. Mais de quoi se compose cette lisière? Quelle est la valeur approximative de toutes les terres cultivées ou cultivables de l'Etat? C'est ce que personne n'a jamais cherché jusqu'à présent à découvrir ou à préciser d'une manière exacte: quant à nous, la carte sous les yeux, et d'après les notions que nous avons acquises de la topographie du pays, nous croyons que l'étendue entière du territoire de cet Etat peut se diviser de cette manière: deux dixièmes des terres sont en culture ou peuvent être cultivées; quatre dixièmes en terres marécageuses, cyprières basses, prairies tremblantes, varières, &c., incapables pour le moment et peut-être pour toujours d'être mises en rapport; et les quatre dixièmes restans seraient absorbés par le lit du fleuve, par les rivières, bayous creeks, et autres cours d'eau, et, par les lacs nombreux qui l'entrecoupent dans presque toute sa longueur. Si ce calcul est, non pas précisément exact, mais approximatif, il s'ensuivrait que des 49,000 milles carrés qui forment la superficie du territoire de notre Etat, il n'y en aurait qu'environ 10,000 de cultivés ou cultivables de l'être, et les 40,800 milles restants divisés [illegible] trop basses pour pouvoir être travaillées [illegible] rivières, bayous et prairies marécageuses, qui n'ont pu servir jusqu'ici que de domaines aux crocodiles, rats musqués, loutres, et autres animaux amphibies.

Voilà donc ce qui reste de l'antique et belle Louisiane. Auront été auteurs qui ont écrit sur l'établissement de ce pays, ne nous a laissé, que nous le sachions, des notes ou des renseignemens sur l'ancienne topographie de la Louisiane ni sur la formation de ces lacs boueux et de ces prairies tremblantes qui absorbent maintenant à eux seuls les [illegible] dixièmes de l'étendue du notre territoire. Nous croyons néanmoins, quoique nous n'ayons aucune donnée positive à ce sujet, que ces lacs et ces terres marécageuses n'ont pas toujours existé; nous sommes presque persuadé qu'il y eut un temps où toutes les parties basses de la Louisiane étaient couvertes des eaux de la mer et formaient une portion intégrant e du golfe du Mexique. L'existence permanente de ces prairies tremblantes sur lesquelles le chasseur audacieux se hasarde quelquefois et qu'il sent flotter sous lui comme la planche fragile livrée aux flots de l'Océan, est moins qu'une réalité. Il nous est arrivé assez souvent de nous aventurer sur ces terres mobiles et sans aucune espèce de consistance ou de fond; les sonder avec la perche qui nous servait à diriger notre frêle piroge de chasse, et sentir cette perche s'enfoncer sans éprouver résistance aucune, et comme si elle pénétrait dans un fluide. Qu'y a-t-il donc au-dessous de cette croûte limoneuse? C'est ce que nous chercherons à expliquer dans un de nos prochains articles à ce sujet.

Nous sommes fâchés cependant de l'avouer ici: l'esprit d'observation n'a point encore gagné les habitans de la Louisiane. Il y a eu un grand nombre de canaux de fossiés à travers les marécages de la basse Louisiane; la compagnie des canaux de Lafourche et de Barataria ont fait des travaux qui auraient pu conduire à des découvertes très-intéressantes sur la qualité du limon dont s'est formé ces terres tremblantes, et sur leur analogie avec le limon du fleuve qui, nous le supposons, a dû jouer un rôle principal dans le phénomène de la formation de toutes les terres de la basse Louisiane.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 5 Septembre.

CONTINUATION DE LA

Discussion du projet de loi sur la presse.

M. de Montalembert a la parole. Une attention marquée accueille le début de ce jeune pair, qui n'a pas encore occupé la tribune.

Messieurs, dit M. de Montalembert, désirant sincèrement le maintien du gouvernement de 1830, je le verrais avec une profonde affliction mettre en question lui-même sa sécurité et méconnaître l'éclatante protection dont la providence a environné son berceau, depuis juillet 1830 jusqu'en cette circonstance récente où le prenant par la main elle l'a garanti d'une si miraculeuse manière. Or je le demande, quel est le but, quels seront les résultats de votre loi? Sera-t-il très essentiel et très utile de substituer la haine sombre et calculée à l'explosion ouverte? Sera-t-il bien avantageux pour le gouvernement d'avoir à soupçonner partout un ennemis caché dans l'ombre, au lieu d'avoir à combattre ses ennemis et à les vaincre au jour.

Messieurs, j'écarterai et les pénalités exorbitantes de la loi présente et ses vexations fiscales; je ne relèverai pas ce besoin subit de secret si peu honorable pour nos mœurs publiques, je l'aisserai même de côté le changement de juridiction si essentiel pour les citoyens, si essentiel surtout pour cette noble chambre; mais je demanderai la permission de combattre l'élément le plus essentiel et le plus nouveau que le projet présente: l'attaque formulée dans les art, 5, 7, et 8 du projet contre le droit de discussion, contre le principe de libre examen. Assurément si le ministère s'était borné à demander aux chambres de mettre la personne du roi et la pudeur publique à l'abri des outrages, il n'y eût eu qu'une voix unanime pour donner l'adhésion la plus complète; mais on vous propose de supprimer le droit même de discussion, on vous propose de faire la guerre non plus aux outrages, mais aux convictions non plus aux faits, mais aux idées.

La loi ne pourra manquer d'ébranler le principe et la base de l'ordre social tel qu'il est maintenant constitué: le principe de liberté de conscience. Je ne dirai point que je suis, quant à moi, un adorateur devant un principe; j'en connais et j'en professe de plus élevés de plus ancien, de plus saints. Mais enfin ce principe est la base de la société, dans son organisation actuelle. Eh bien, voyez combien vous serez conséquens.

Dans un pays de scepticisme religieux complet, il y aura une orthodoxie politique dont on ne pourra s'écarter; dans un pays où l'outrage à la morale religieuse est puni d'un an de prison, l'attaque contre un principe politique qui date seulement d'hier sera de vingt ans de galères ou ne punit que l'outrage; en politique c'est la simple discussion qui sera punie; on sera donc libre de tout penser et de tout dire sur les choses les plus vénérées, sur les choses éternelles, et il sera défendu de dire qu'on ne croit pas à une chose qui après tout ne dure que depuis cinq ans.

Je ne sais si je me trompe, mais jamais pareille injure n'a été faite à la raison publique, jamais loi n'a dit il sera permis de nier Dieu, mais il est défendu de nier le roi. Eh quoi donc, ce qui, il y a cinq ans, était faux et criminel, serait-il donc devenu une vérité si sainte, si inattaquable que la controverse n'en fût point possible, et que le pays dût se soumettre aveuglément? Il faudrait que le pays alors eût abdiqué son caractère et son passé. Il y a bien des années qu'il a refusé aux hommes qui l'on gouverné le droit de dire: "Je pense donc je suis donc c'est vrai; je pense cela, donc c'est juste." Or les hommes peuvent pas plus que les hommes; elles sont l'expression de l'opinion générale; si elles ne sont pas, elles ne sont rien, et les lois réclamées sont inutilement la sanction de l'opinion publique.

C'est en vain qu'un homme d'état nous a dit: La liberté, c'est le despotisme de la loi. Il serait plus juste, je le crois, de dire que la liberté, c'est le despotisme de la justice. Or, justice et loi sont quelquefois deux choses; nous le savons, nous, qui habitons un pays où il n'y a pas de crime, pas de délire de l'esprit qui n'ait été formulé par la loi. Croyez-le, messieurs, pour nous sauver du naufrage, il faut autre chose que les lois; il faut un autre droit, une autre force que le droit et la force qu'on réclame de vous. Il faut pour cela une autorité venue d'en haut, et n'on un pouvoir passionné avec lequel nous nous sommes trop familiarisés. Ce ne sont ni les hommes ni les choses d'aujourd'hui qui donneront ce droit et cette force. On peut dire hautement qu'ils n'en ont pas la mission.

Messieurs, je vois dans le projet le danger imminent de conduire le pouvoir à l'abus de la force. Et comme je repousse de toute mon ame les luttes de la force, je repousse les lois qui y mènent.

Ce que voudrait le pouvoir, ce serait acquérir un ascendant moral sur le pays; eh bien! la conquête des intelligences ne peut être effectuée que par la modération, la charité, la bienveillance. La violence, la rancune, l'egoïsme politique sont, depuis l'origine du monde, frappés de réprobation. (Plusieurs membres témoignent de leur approbation après ce discours. De retour à son banc, M. de Montalembert est félicité par ses voisins.)

M. de Saint-Aulaire.—Messieurs, en montant à cette tribune après le noble et jeune orateur, dont le début promet à la chambre un talent dont elle aura sans doute à s'honorer, je sais tâche de venir porter le découragement dans sa fougueuse, de venir détruire en lui des illusions sous l'empire desquelles j'ai vécu moi-même quelque temps; il comprendra au surplus comment j'aurai à lui adresser des observations critiques, quand j'aurais désiré n'avoir que des éloges à lui donner.

Avant tout, permettez-moi de répousser les injures et les outrages dont les ministres ont été accablés hors de cette enceinte, à l'occasion des projets qui viennent de vous être présentés récemment. Quand je suis entré tout à l'heure dans cette enceinte, M. le marquis de Dreux-Brézé occupait la tribune, et parlait d'*hypocrisie dans la cruauté, de coup d'état, de révolution nouvelle*.

Je connais trop bien notre honorable collègue pour croire qu'il y ait du venin dans ses paroles. C'était sans doute par métaphore qu'il tenait un semblable langage; mais enfin je dirai en passant que ces expressions, quel que soit le sens qu'on ait voulu leur donner, constituent une discussion mauvaise, sont des mauvaises notions pour le peuple; elles attaquent des doctrines sans lesquelles le gouvernement représentatif devient impossible. Il n'y a plus, je l'affirme, de gouvernement représentatif, si l'on peut qualifier de révolution nouvelle des lois présentées forcément à la sanction de la chambres. Certes, si les ordonnances de juillet avaient été présentées comme lois par les chambres, la révolution de 1830 n'aurait plus été qu'une horrible frénésie populaire; elle aurait été enfin dépourvue de toute moralité. (Bruit confus.)

Mais, messieurs, comment de tels reproches sont-ils adressés au gouvernement, et quels sont ceux qui les font? Ce sont des zélateurs furieux du progrès qui ont écrit sur leur drapeau: *République ou légitimité*, et qui, dans le but d'une sage répression, est proposé la discussion et la discussion des chambres.

J'ai entendu encore parler des lois que nous discutons comme du résultat d'un pacte avec l'étranger. Cela est faux: matériellement faux.

En ma qualité d'ambassadeur, je déclare qu'il ne m'a jamais été adressé de dépêches qui m'aient ordonné de sonder les dispositions de l'étranger à l'égard d'aucune mesure proposée par le gouvernement de mon pays. Si j'eusse pris de moi-même l'initiative, si je m'étais livré à ce flagrant oubli de mes devoirs, il m'aurait été répondu, j'en suis sûr, par une honteuse destitution. (*Voix nombreuses*: Très-bien.)

On a qualifié de lois de circonstance les lois actuelles; on s'est mal sur ce mot, et il est nécessaire de bien s'expliquer. En 1830, la France combattit pour la défense de ses lois; la victoire est, je dois le dire, demeurée aux défenseurs de la bonne cause; car si le peuple français eût succombé, il serait devenu un peuple déshonoré et le plus esclave de tous. (*Quelques voix*. Oui! oui!)

Mais de ce que le peuple a été victorieux, on a dit qu'il fallait lui accorder beaucoup plus de liberté qu'il n'en avait alors, et c'est là l'erreur. Après une révolution, il devient nécessaire de renforcer le pouvoir, digue tutélaire contre l'anarchie; il faut arrêter l'ardent amour des peuples pour la liberté, si l'on ne veut pas amener une révolution nouvelle. C'est pour cela qu'en 1830 il a été présenté des lois de circonstances; elles n'étaient en effet que temporaires, et il eût été imprudent, il devenait dangereux même de faire alors des lois ultra libérales.

A cet égard nous devons des actions de grâces au gouvernement, pour avoir si bien juge la position, et nous avoir retiré avec tant de peine de l'abîme où nous aurions été infailliblement entraînés.

Je vous l'ai dit, messieurs, après une révolution, il est indispensable de renforcer le pouvoir public, et il serait extrêmement dangereux de l'amoindrir. Je vous le soumettre à la chambre le relevé des registres des tribunaux; mais, je l'avoue, le courage m'a manqué, j'ai respecté la majesté de cette assemblée. Vous y auriez vu que les principes les plus sacrés ont été journellement attaqués, et combien la répression a été nulle ou insuffisante: enfin j'ai pensé qu'on n'accepterait de vouloir infirmer l'autorité de la chose jugée. Personne plus que moi ne reconnaît combien est nécessaire l'institution du jury pour la connaissance des délits de la presse. Si vous mettiez en présence la presse et un tribunal inamovible, procédant d'après des principes fixes et certains, il en résulterait une jurisprudence inflexible; il arriverait le plus souvent que l'instrument du dommage serait brisé, or c'est ce que nous ne voulons pas. Autant vaudrait mettre en contact le feu et l'eau, l'eau éteindrait le feu ou le feu absorberait l'eau.

Nous voulons donc que les délits de presse soient jugés par le jury. S'ensuit-il que la chambre ne puisse accepter la juridiction qui lui est dévolue par le projet? Non, messieurs; la plus grande liberté doit être laissée à la discussion toutes les fois qu'il peut y avoir amélioration; mais s'il y a quelque chose que vous vouliez conserver, tel que vous l'avez reçu de la révolution; que vous trouviez meilleur dans l'intérêt de nos institutions, tant il laisser la discussion continuer et venir égarer les esprits! Vous ne le pouvez pas. Eh bien! messieurs, c'est l'inviolabilité royale seule que vous mettez à l'abri de toute discussion en adoptant le projet actuel.

Croyez-nous la garde des lois, et nous vous en tiendrons bon compte. Il n'y aura plus d'abus; mais il ne faut pas croire pour cela, comme l'a dit M. Montalembert, que nous voulions étouffer la discussion du principe, et que si Montesquieu existait, il ne pourrait pas discuter. Non, messieurs: vienne M. Montesquieu, et il lui sera fait un bon accueil dans cette enceinte (rires d'adhésion), la main nous punirons avec énergie tout ce qui sera coupable.

M. de Dreux-Brézé.—Messieurs, je n'aime la force ni la violence d'occuper long-temps l'attention de la chambre, mais j'ai besoin de remercier M. le comte de Saint-Aulaire de ce qu'il a bien voulu dire de flatteur pour moi.

M. le comte de Saint-Aulaire s'est livré à une discussion théorique de la conduite que les gouvernemens doivent tenir après les révolutions.

La révolution de 1830 a été modelée sur celle de 1688; c'était la pensée de chacun qui le désirasent le plus; mais 1688 a fondé un gouvernement bien plus aristocratique que le nôtre.

On a dit que j'étais dans l'erreur en affirmant qu'en Angleterre il n'était pas permis de discuter le principe du gouvernement. Je crois ne pouvoir mieux répondre à cette assertion qu'en citant les paroles de Fox au sein du parlement d'Angleterre, dans la discussion sur la compétence de la chambre des communes en fait d'examen de la liste civile: et je vous prie de remarquer qu'il s'agissait de Georges III qui régnait après deux autres princes mis à la place des Stuarts!

"Le roi actuel, disait Fox, avait-il des droits héréditaires à la couronne? Le parlement l'a rendu successeur au trône, mais il n'y a pas été appelé par droit de légitimité. Il est, comme mon honorable ami Buke l'a dit si justement, la *créature du peuple*, et ne possède rien que ce qu'il a plu à la nation de lui confier, et cela pour son usage et son propre intérêt. Dira-t-on alors que la liste civile lui est accordée pour la dépenser absolument comme il le juge convenable? Non, c'est pour le bien du service public, et le corps qui représente la nation a dans tous les instans le droit d'en surveiller l'emploi, de la réduire et même de la supprimer selon les abus qu'il juge des tems le rendent nécessaires. Le roi, il convient, est le souverain du peuple, mais le roi ne conserve la couronne qu'aussi longtemps que le peuple le veut. J'avance ce principe sans crainte d'être mal interprété. Comme je le suis ainsi, je ne serai jamais, j'ose l'espérer, hors des bornes constitutionnelles. Je le répéterai donc encore: le roi ne reste roi qu'autant que le peuple reconnaît qu'il ne porte cette couronne que pour le bien public, car tout son pouvoir, toute sa puissance résident dans ce principe fondamental."

M. le Président.—Je suis obligé d'interrompre l'orateur. Je croyais qu'il allait répondre sur quelque chose qui lui fut personnel, s'il rentre dans la discussion générale, ce n'est pas son tour de parole.

M de Dreux-Brézé.—Je remercie la chambre de me continuer pour un moment la parole. Après avoir cité Fox, je voulais citer M. de Toqueville. Aux Etats-Unis, ce pays qu'on nous a si souvent présenté comme le pays-modèle, la discussion du principe du gouvernement est encore formellement établie, et je m'appuierai pour le prouver sur un ouvrage admirable, publié récemment et que vous avez probablement tous lu: *De la démocratie en Amérique*, par M. de Toqueville. L'auteur nous dit, page 15, au 2e volume, "Parmi les douze millions d'hommes qui vivent sur le territoire des Etats-Unis, il n'en est pas un seul qui ait osé proposer des restrictions à la liberté de la presse."

L'orateur lit encore une autre citation du même auteur, et il ajoute: Que serait-ce si je vous rappelais qu'en 1830 plusieurs personnages actuellement ministres disaient qu'il fallait aller chercher le modèle de l'établissement nouveau non au-delà du détroit, mais au-delà de l'Atlantique. D'autres ont encore soutenu le principe que le roi règne et ne gouverne pas. N'est-ce pas assez pour prendre en flagrant délit de contradiction mes adversaires? Ne suis-je pas fondé à dire que mes adversaires ont méconnu ce qui était autrefois leur propre règle, ce qui est la règle de l'Angleterre et des Etats-Unis.

Quelques voix. Mais nous sommes en France! nous ne sommes pas aux Etats-Unis!

M. Barbé-Marbois, de sa place, présente une observation que le bruit des conversations qui s'établissent de tous côtés nous empêche de bien entendre. Nous saisissons seulement qu'il cite un fait tendant à infirmer ce que vient de dire M. de Brézé, que sur les douze millions d'habitans qui vivent aux Etats-Unis, il n'y en a jamais eu un seul qui ait osé proposer des modifications aux lois qui régissent la presse.

M. le Président—Quelqu'un demande-t-il encore la parole sur l'ensemble du projet?

M. Dubouchage—Je la demande!

Pendant que ce pair se rend à la tribune, la chambre paraît fatiguée de voir la discussion générale se continuer. Les bancs se dégarnissent, et des conversations particulières s'établissent de tous côtés.

M. Dubouchage, à la tribune, attaque le projet de loi, qu'il qualifie de coup d'état et qu'il déclare n'être pas nécessaire. Elle n'est bonne, selon l'orateur, qu'à satisfaire l'ambition des ministres, et leur procurer les moyens de se maintenir au pouvoir le plus long-temps qu'ils pourront. Il pense qu'on a voulu aussi grandir un pouvoir au détriment des deux autres, tandis qu'on aurait dû s'appliquer amaintenir l'équilibre établi par la révolution de 1830.

A cette époque, dit l'orateur, on avait compris qu'en affirmant pas de déléguer la souveraineté, qu'il fallait que le peuple sût comment elle était exercée. Par ce motifs, la presse avait été libre. C'était un moyen de contrôle incessant, de la royauté qui venait d'accepter la charte. Aujourd'hui, soyons de bonne foi, messieurs, croirez-vous la presse libre avec des lois qui prononcent des amendes de 200,000 fr.

La seule garantie de la souveraineté populaire existait dans les délits de la presse jugés par le jury, et maintenant la chambre des pairs connaîtra de ces délits, qu'il vous plaît aujourd'hui de qualifier d'attentats. Vous prétendez que de la sorte vous ne portez pas atteinte à la charte. Je le veux bien; mais au moins vous conviendrez avec moi que vous la contournez. Vous supprimez deux degrés de juridiction pour avoir un vengeance plus prompte; vous diminuez aussi les chances d'acquittement; vous voulez que votre ennemi aille mourir au loin dans l'exil; vous voulez qu'il entre dans une prison sans espoir d'en sortir, et tout cela ne vous suffit pas.

Vous voulez maintenant des cautionnemens tellement élevés qu'on ne pourra plus écrire, des amendes de 200 mille fr. qui ruineront les écrivains; vous voulez encore pouvoir les condamner, en cas de récidive, et pour cela vous allez ériger la chambre des pairs en tribunal de police correctionnelle. En vérité, je suis fâché de le dire, mais vous arriverez ainsi à déconsidérer complétement la chambre des pairs.

L'orateur termine en rejetant, au nom de la chambre, la juridiction dont on voudrait l'investir et en blâmant avec force la conduite des ministres.

COMMERCIAL.

NOUVELLE-ORLEANS, 10 Déc 1835.

COTON.

633 balles Mississippi,		16½cts.
1186 dito dito et Lou.		15¾
48 dito fin dito		17
45 dito Mississippi.		15¾
960 dito dito		15¾

SUCRE—N. O. nouvelle récolte—9¾ à 9¾cts.

MELASSES—41 à 42cts. Le galon—

FARINE—Par baril 9?|—

TABAC—6 à 7¾cts—lents.

BEURRE—Goudron 25 à 26 cts par barril.

———De l'Ouest, 20cts—rare.

CAFE—Havane vert 13¾ à 14¾cts. la livre—Rio 12¾.

SEL—41cts.—par 100 livre.

PEAUX DE VEAU—$36 par douzaines.

CUIRS—A semelles 11¾ à 12¾.

PORK—Mess $18—Prime 15.—rare.

MORUE—$11 par cuisse.

MEQUEREAUX—no. 3, $6¼ à 9

MAIS—75cts. le boisseau.

FARINE DE MAIS—$2¼ à 2¾ par barril

BLANC-DE-BALEINE—35 à 36cts—chandelles suif 13¾ à 14

GRUAU—10cts. la livre.

Nous devons à la politesse d'un de nos correspondans plusieurs journaux du Port-au-Prince, desquels nous extrayons ce qui peut intéresser le commerce. Nous avions déjà annoncé que par une loi passée le 14 juillet 1835, les droits en douane devaient être, à une certaine époque, acquittés en monnaie d'or ou d'argent. Cette mesure est déjà en pleine activité par les négocians d'Amérique, et déjà plus de trente navires de ce pays ont aussi payé leurs droits. Les navires d'Europe n'y seront soumis qu'au premier Janvier.

Tableau comparatif des monnaies étrangères d'or et d'argent, à la piastre forte d'Espagne, pour servir à la perception des droits d'importation, conformément à la loi du 14 juillet.

MONNAIES

	Valeur en piastres fortes. Piast.	Cent.
ANGLETERRE		
Guinée de 21 schellings,	4	94
1-2 Guinée,	2	47
1-4 de Guinée,	1	23½
Pièce de 7 schellings,	1	64½
Souverain de 20 schellings,	4	70
1-2 Souverain,	2	35
ESPAGNE		
Quadruple ou doublon d'Espagne,	16	
1-2 Quadruple ou 1 doublon,	8	
1-4 de Quadruple ou 1-4 de doublon	4	
1-8 de Quadruple ou 1-2 de doublon,	2	
Coronille, ou 1-16 de quadr. ou doub.	1	
ETATS-UNIS D'AMERIQUE.		
Double Aigle, avant le 31 juillet 1834,	10	66
——Do. depuis le 31 juillet 1834,	10	
Aigle, avant le 31 juillet 1834,	5	33
——, depuis le 31 juillet 1834,	5	33
Aigle, depuis le 31 juillet 1834,	2	66
1-2 Aigle, depuis le 31 juillet 1834,	1	33
FRANCE.		
Double Louis (48 fr.)	9	
Louis (24 fr.)	4	66
Double Napoléon (40 fr.)	7	66
Napoléon,	3	33
Nouvelle pièce de 5 francs,		97
——Dito ——de 10 francs,	1	93
LUXEMBURG.		
Ducat (ad legem imperii)	2	33
Ducat (nouveau de la ville)	2	33
HOLLANDE.		
Pièce de 20 florins, du roi Louis,	8	20
Do. de 10 do. do.	4	10
Do. de 10 do. du roi Guillaume,